



Service de presse

REVUE DE PRESSE
Régionales Accord Nouveau Centre - UMP

LE MARDI 2 FEVRIER 2010

Le Nouveau Centre, bien loti dans les listes régionales, rêve d'émancipation et pense à 2012

A lors que la grogne des élus de l'UMP ne se tarit pas, le Nouveau Centre savoure sa bonne fortune. Le parti fondé par les anciens amis de François Bayrou, après l'élection présidentielle de 2007, sort gagnant des négociations pour la composition des listes des candidats aux élections régionales. Ses dirigeants ont obtenu à minima une centaine d'élus, soit le « stock » dont l'UDF disposait à l'issue des précédentes élections régionales de 2004. Les négociations ont été rudes. Les derniers ajustements

sont en cours, mais le Nouveau Centre devrait totaliser 20 % des places éligibles, autant que l'ensemble des autres alliés de la majorité, chasseurs, villégiés, Gauche moderne, progressistes, courant de Christine Boutin.

Lors du conseil national de l'UMP, samedi 30 janvier, censé lancer la campagne, les cadres de l'UMP avaient ostensiblement fait part de leur mauvaise humeur, s'estimant lésés par ces négociations avec la majorité composantes de la majorité. Deux ans après sa création, le

Nouveau Centre estime avoir réussi sa première étape : reconstruire à l'abri de l'UMP, dont il est « un parti associé », son maillage territorial et le vivier des élus de l'UDF. Déjà lors des européennes de juin 2009, le parti avait habilement négocié en obtenant trois députés européens. La seconde

étape s'ouvrira aux lendemains des régionales. Il s'agira, pour ce parti mal identifié d'incarner le centre, encore largement représenté par M. Bayrou et son mouvement le MoDem. Le Nouveau Centre parie sur l'échec de ce dernier au scrutin régional pour reprendre définitivement le flambeau.

Un satellite
Pour l'heure, le parti n'est qu'un satellite de l'UMP, représenté dans le gouvernement par son président, Hervé Morin, le ministre de la défense, Valérie Létard, secrétaire d'Etat chargée des technologies vertes et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Le mouvement n'a pas réussi à exister sur le plan des idées, ni des valeurs.

Tout juste a-t-il pu se faire entendre en septembre 2008, lors de la polémique sur l'institution du fichier (ONG), préparé par le ministre de l'intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie. Pour sortir de l'anonymat, le Nouveau Centre est obligé de se rapprocher de l'étiquette UDF, dont la priorité intellectuelle est juridique, fondatrice du parti centriste.

L'échance présidentielle de 2012 pourrait constituer l'étape d'émancipation. « Sept électeurs sur dix de François Bayrou en 2007 se sont réjouis dans l'absention. Ils ne voteront pas pour Nicolas Sarkozy au premier tour de 2012, c'est à nous d'aller les chercher, d'incarner l'offre centriste qu'ils recherchent », plaide un responsable du parti. A travers les élections régionales, les responsables du Nouveau Centre espèrent démontrer à leurs alliés de l'UMP que l'union des le premier tour n'est pas la martingale imaginée par le chef de l'Etat et que la droite unie ne dispose plus de réserve de voix pour le second tour. ■

Sophie Landrin

Mardi 2 Février 2010

France**Régionales : les alliés de l'UMP s'estiment bien servis**

POUR la direction de l'UMP, les « *presque deux tiers* » de nouveaux candidats investis sur les listes régionales de la majorité sont un motif de satisfaction. Pour les cadres du parti qui se sont réunis samedi dernier à Paris, deux tiers de renouvellement, c'est autant de places qui leur échappent. D'où le maigre 60 % d'approbation, assorti de sifflets, recueilli lors du vote des listes proposées par la commission nationale d'investiture.

La base de l'UMP grogne, mais ses alliés exultent. Ils sont les principaux bénéficiaires de l'opération, loin devant les femmes, les jeunes et les candidats de la « diversité ». Le Nouveau Centre est le mieux servi avec près de 120 places éligibles, dont deux têtes de liste régionales et 15 têtes de liste départementales. Le début de résistance qu'Hervé Morin, président du NC, a opposé à la volonté unitaire de Nicolas Sarkozy a payé.

La Gauche moderne de Jean-Marie Bockel se dit « *satisfaite* » du traitement qui lui a été réservé : avec 7 places éligibles à coup sûr, et la probabilité d'avoir 5 à 12 élus supplémentaires selon la

dynamique que la majorité aura su créer, le parti du maire de Mulhouse n'a effectivement pas à se plaindre. Les proches de Bockel soulignent qu'ils ont fait accepter à l'UMP des candidats « *emblématiques* » comme Brigitte Mauroy, nièce et filleule de Pierre Mauroy, dans le Nord-Pas-de-Calais, Chantal Riessert, adjointe du maire de Mulhouse et ancienne socialiste comme lui, ou encore Doris Madingou, conseillère municipale à Rennes, métisse et, surtout, présidente des Jeunes de la Gauche moderne. Les Progressistes d'Éric Besson, eux aussi, se disent contents de leur sort. Il faut dire qu'ils ont refusé la « *logique comptable* » au profit d'une logique de « *choix de personnalité* », ce qui leur évite la comparaison avec la Gauche moderne.

L'aile droite de la majorité n'a pas été oubliée. Philippe de Villiers estime que « *les actes de l'UMP ont été conformes aux discours* » de Nicolas Sarkozy. Le président de Chasse Pêche Nature Traditions, Frédéric Nihous, qui a rallié la majorité présidentielle en même temps que le fondateur du MPF, a obtenu la 3^e place de la liste de

la majorité dans les Pyrénées-Atlantiques. Le geste de l'UMP est d'autant plus méritoire que le parti majoritaire ne pourra pas compter sur CPNT dans les Pays de la Loire, où les voix des chasseurs pourraient être décisives, ni dans des régions hautement stratégiques comme l'Ile-de-France et Paca.

Christine Boutin, elle, s'est engagée à soutenir partout les listes de la majorité. Avec 10 places éligibles sur un total de 25 candidats, la présidente du Parti chrétien-démocrate reconnaît avoir reçu plus qu'elle ne demandait. Elle voit dans cette générosité une « *évolution majeure* » des relations entre l'UMP et les partis partenaires.

Une opinion partagée par l'entourage de Jean-Marie Bockel. « *La salle qui a sifflé la composition des listes au conseil national n'était pas sarkozyste* », affirme même un proche du secrétaire d'État à la Justice. « *C'était des notables de culture RPR, soucieux de leurs petits intérêts locaux. La Gauche moderne, ce n'est pas leur truc, la plupart des réformes en cours non plus, d'ailleurs !* »

Judith Waintraub

Source : les indiscrets.com
2 février 2010

Le Nouveau Centre, grand gagnant des régionales



Les élus Nouveau Centre grâce aux discussions menées par François Sauvadet, le patron des députés NC et Hervé Morin , Ministre de la défense et Président du NC a négocié plus de 20 % des sièges éligibles sur les listes de l'UMP.

Alors que la force militante du NC est de loin très inférieure à celle de l'UMP, la formation centriste a finalement été "bien payée" selon plusieurs députés UMP.

Aussi, avant même d'attendre la traditionnelle soirée des résultats électoraux qui s'annonce douloureuse pour la majorité, le Nouveau Centre a déjà remporté une victoire interne à la majorité.

Au-delà des régionales, le Nouveau Centre aura suffisamment de signatures notamment grâce à ses futurs élus régionaux pour éventuellement présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2012.

Source : profession politique
1er février 2010



01/02/2010

Majorité

Le NC sait négociier

Au grand dam de nombreux responsables de l'UMP, le Nouveau Centre a su tirer parti au mieux de son rattachement aux listes de la majorité présidentielle pour les régionales.

En renonçant – comme aux européennes – à constituer des listes autonomes au premier tour des régionales, le Nouveau Centre fait fructifier son alliance avec l'UMP. Dès cet été, le parti centriste a constitué cinq délégations politiques – confiées à son président, Hervé Morin, son président exécutif, Jean Christophe Lagarde, le secrétaire général du parti, Yvan Lachaud, et son adjoint aux élections, Hervé Marseille, ainsi que François Sauvadet – afin de négocier avec Xavier Bertrand et Jean-Claude Gaudin des listes d'union.

3 GY81 FRS 0674 300110-17h21

Régionales-partis-UMP-Clearstream,PREV

L'UMP affiche son unité et veut oublier Clearstream (ACTUALISATION, PAPIER GENERAL)

Par Régine LAMOTHE ET Raphaël HERMANO

=(PHOTO+VIDEO)=

ATTENTION - Ajoute Morin, Boutin ///

PARIS, 30 jan 2010 (AFP) - L'UMP s'est employée samedi à afficher son "unité" lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées, et a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream.

Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60% des quelque 700 délégués présents salle Equinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

"En démocratie, 60% c'est une large majorité", s'est défendu le patron du parti Xavier Bertrand qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailer pour boucler les listes avec les partenaires: Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un "large accord" en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical, Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses "10 places éligibles".

François Fillon a coupé court à la grogne: "maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises!".

En marge de cette réunion restreinte au parti majoritaire, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relance de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de "distinguer le politique du judiciaire" dans la dernière ligne droite avant les scrutins des 14 et 21 mars.

Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre avait donné le ton: "nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture", "ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division".

Même mot d'ordre d'"unité", de "rassemblement" et de "mobilisation" de la part de Xavier Bertrand: "Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions" et "ne va pas voter", a-t-il averti.

Questionnée sur le duel fratricide entre le dernier Premier ministre de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, la ministre Valérie Pécresse, chef de file régionale en Ile-de-France, veut croire que "les électeurs ne se tromperont pas d'élections".

Les deux seuls villepinistes présents à la réunion, les députés Hervé Mariton et Georges Tron ont focalisé l'attention.

"Le conseil que je donne à tout le monde, c'est de passer à autre chose", "il est aussi de ma responsabilité de ne pas propager le feu", a dit le premier.

"On avait l'occasion de montrer qu'on entrait dans une phase nouvelle pour les deux années qui viennent, beaucoup plus intelligente, ce n'est pas le cas", a déploré le second.

Seul proche de Dominique de Villepin au gouvernement, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souligné que la relance de son ancien patron à Matignon, prononcée jeudi, avait été "une bonne nouvelle pour un ami". "Il aurait été bon de tourner la page", a-t-il estimé.

Pour autant, il n'a pas manqué de répéter sa "totale loyauté" à l'égard de Nicolas Sarkozy et son "engagement de tous les instants" sous son "autorité", allant jusqu'à prôner "l'unité de notre famille politique" sur son nom s'il se représentait en 2012.

"Nous sommes en 2010" et "chaque candidat" "a tout intérêt à se concentrer" sur la campagne régionale, a ajouté le chef de file de la majorité en Haute-Normandie.

rh-rhl/cgd/df

AFP

4 RI54 FRS 0929 020210-17h53

Régionales-partis-UMP-NC

Listes UMP: mieux vaut des "grognements" maintenant qu'entre les deux tours (Sauvadet NC)

PARIS, 2 fév 2010 (AFP) - Le patron des députés Nouveau Centre à l'Assemblée François Sauvadet a minimisé mardi les tiraillements de la majorité pour la constitution de ses listes aux régionales, jugeant qu'il valait mieux que ces "grognements" s'expriment maintenant qu'entre les deux tours.

"Le rassemblement, c'est toujours faire des efforts pour tendre la main vers l'autre. Je préfère qu'on ait fait ce travail là, et que s'il y a quelques grognements ça se passe maintenant, plutôt que les entendre entre les deux tours", a-t-il déclaré lors d'un point de presse hebdomadaire.

Plusieurs sources au sein de l'UMP ont fait état des "très grosses difficultés" du parti majoritaire pour finaliser ses listes, dans lesquelles une large place a été faite à ses partenaires, dont le Nouveau Centre, provoquant la grogne des cadres de la base, notamment ceux issus de l'ex-RPR.

Le président de la commission des investitures de l'UMP, Jean-Claude Gaudin, a au contraire affirmé que les listes étaient "bouclées", évoquant de simples "ajustements" encore nécessaires sur des postes "non éligibles".

"Des élections à la proportionnelle, avec des noms qu'on place sur des listes ça suscite toujours un peu de grognements (...) Mais on est parvenu à un bon équilibre de large rassemblement", a encore dit M. Sauvadet.

Avec les listes de la majorité, les Français savent que "les candidats que nous présenterons aujourd'hui seront ceux qui seront élus demain, et on n'aura pas à virer un tiers de la liste comme s'apprête à le faire le PS après des choix qui ont été extrêmement compliqués en son sein", a-t-il encore dit.

rh/st/jlp/bg

AFP

4 TO22 FRS 0272 030210-09h54

Régionales-partis-UMP

Régionales/UMP : la grogne due à un renouvellement "jamais vu" (Bertrand)

PARIS, 3 fév 2010 (AFP) - Le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand a relativisé mercredi la grogne dans la majorité pour la constitution des listes aux régionales, expliquant que les candidatures avaient été "renouvelées à 65%, du jamais vu".

Alors que le conseil national de l'UMP n'a approuvé samedi qu'à 60% les listes pour le scrutin de mars, M. Bertrand a jugé sur France 2 que "c'est une très large majorité pour des listes qui sont renouvelées à 65%". C'est selon lui, "du jamais vu en termes de changement".

"Quand on avait 85% par le passé on nous disait: c'est pas bien, c'est trop important", a relevé le patron de l'UMP.

"Dans une France qui change, si vous voulez rassembler les Français, il faut aussi des listes qui leur ressemblent", a-t-il expliqué. "Il y a beaucoup plus de candidats de la diversité, beaucoup plus de jeunes".

"Ce changement était indispensable", a-t-il dit assurant que c'est "une volonté partagée" avec le président Nicolas Sarkozy.

Il a fait valoir que dans la majorité, "il n'y aura plus, comme c'était le cas par le passé, des listes qui changent entre les deux tours" alors qu'entre "le Parti socialistes" et "ses alliés, ça n'aura rien de transparent". "Le PS et la gauche sont terriblement divisés, comment faire croire qu'en même pas 48 heures ils vont s'entendre pour la suite", a-t-il dit.

"Nos partenaires nous les avons" dès le 1er tour, "c'est la même majorité qui a porté Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle en 2007, nous sommes toujours dans la même logique d'union et de rassemblement", a conclu M. Bertrand.

swi/cgd/ag

AFP

4 TX55 FRS 0368 030210-11h23

Régionales-Assemblée-UMP

Régionales/UMP: mieux vaut "crever l'abcès aujourd'hui" (Copé)

PARIS, 3 fév 2010 (AFP) - Le chef de file des députés UMP Jean-François Copé a jugé mercredi qu'il vaut mieux "crever l'abcès aujourd'hui" plutôt qu'avoir "des psychodrames" au soir du 1er tour, en commentant les tiraillements dans la majorité pour la constitution des listes aux régionales de mars.

Le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand et Jean-Claude Gaudin, président de la commission des investitures, ont "très bien travaillé", a déclaré M. Copé sur France Info. Il s'est notamment félicité de la promotion d'"une nouvelle génération" sur les listes de la majorité.

"Moi, je préfère qu'on crève l'abcès aujourd'hui, qu'on se dise les choses" avant de partir en campagne, a-t-il affirmé.

"Au moins, nous n'aurons pas le problème des drames, des psychodrames de fusion de listes au soir du 1er tour, dans des conditions épouvantables où il faut dire à des gens : vous avez fait campagne avec nous pendant deux mois, eh bien maintenant vous partez, parce qu'il faut laisser la place à quelqu'un avec qui on fusionne", a expliqué le député de Seine-et-Marne.

swi/cgd/jmg

AFP

4 RF40 FRS 0887 020210-17h32
Régionales-partis-UMP-listes,PREV

Les militants de l'UMP mécontents de la place accordée à leurs partenaires (PAPIER D'ANGLE)
Par Jean-Louis PREVOST

PARIS, 2 fév 2010 (AFP) - Les militants UMP, mécontents de voir la place accordée aux partenaires de la majorité présidentielle pour les Régionales, réclament plus de positions éligibles, provoquant des retards dans la finalisation des listes à six semaines du scrutin.

"Nos listes sont bouclées et ont été approuvées samedi par le conseil national de l'UMP", a affirmé mardi à l'AFP le président de la commission des investitures du Mouvement populaire, Jean-Claude Gaudin (UMP). Il a évoqué des "ajustements" encore nécessaires sur des postes "non éligibles".

En revanche, plusieurs sources internes à l'UMP ont fait état de difficultés pour finaliser les listes.

"Les trentenaires UMP sont avides de prendre des responsabilités", a déclaré à l'AFP un spécialiste des questions électorales du mouvement. "Ils veulent être en position éligible" (...) Il n'y a pas assez de gens du terrain, ce qui "provoque une bronca", a-t-il observé, ajoutant: "On a laissé trop d'espace aux alliés de l'UMP, qui en réalité ne représentent pas grand chose".

Autres reproches: une concertation jugée insuffisante entre les têtes de liste et les parlementaires et la présence en bonne position de nombreux membres de cabinets ministériels, au détriment des militants.

"On n'a jamais vu ça", a estimé ce responsable éminent de l'UMP, tandis qu'un autre membre affirmait qu'il y avait "des casus belli dans de nombreuses régions".

Les listes devaient être établies vendredi dernier et rendues publiques samedi à l'issue d'un conseil national. Valérie Pécresse (Ile-de-France) avait même invité ses co-listiers le 30 janvier à un déjeuner, reporté finalement au 7 février.

Mardi, les compositions des listes n'étaient toujours pas connues.

"On ne sait toujours pas quand elles le seront", a indiqué le haut responsable de l'UMP, n'excluant pas des négociations jusqu'au dernier moment, entre le 8 et le 15 février, dates de dépôt des listes, tandis qu'un autre envisageait certains arbitrages à l'Elysée..

"Les listes UMP seront publiées quand l'UMP l'aura décidé", a rétorqué un autre membre du parti. Le conseil national a approuvé tous ses candidats UMP, mais il reste à ajouter les noms de ses alliés, ce qui prend du temps, a-t-il ajouté.

L'UMP a entériné, à 60% seulement des quelque 700 délégués présents, ses listes régionales. Un résultat jugé mitigé par l'opposition mais qualifié de "signe de bonne santé" par le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant.

"Les militants UMP, canal historique RPR, sont très mécontents", a résumé pour sa part un autre élu UMP.

Les difficultés sont partout, à des degrés divers, a-t-on précisé de sources concordantes: en Ile-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Paca, Poitou-Charentes...

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le député et secrétaire départemental du Nord, Thierry Lazaro, 2e de liste derrière la ministre Valérie Létard (NC), s'est retiré au profit d'autres co-listiers, victimes selon lui d'ostracisme.

Le sénateur centriste Jean Arthuis, lui-même pas candidat, a cité à l'AFP la Mayenne où il a observé "un mécontentement assez véhément d'un des deux députés UMP, Marc Bernier, qui n'aurait pas été associé à la préparation de la liste".

"Normalement, les têtes de liste désignées peuvent avoir certaines idées pour choisir leurs coéquipiers, qu'elles soumettent aux instances du parti", a expliqué le spécialiste des questions électorales de l'UMP. "Mais cette année, elles ont pris trop de liberté.

Brigitte Barèges (Midi-Pyrénées) a "publié sa liste dans la presse avant d'en parler au parti et est capable de déposer sa liste sans l'accord des instances régionales de l'UMP", a-t-il dit.

jlp/sm/bg

AFP

4 QS75 FRS 0752 020210-16h03
Régionales-partis-UMP-listes

Régionales UMP : "nos listes sont bouclées", affirme Jean-Claude Gaudin

PARIS, 2 fév 2010 (AFP) - Jean-Claude Gaudin (UMP) a affirmé mardi que les listes régionales de la majorité étaient "bouclées", évoquant de simples "ajustements" encore nécessaires sur des postes "non éligibles", alors que plusieurs sources ont fait état de difficultés pour finaliser les listes.

"Nos listes sont bouclées et ont été approuvées samedi par le conseil national de l'UMP", a souligné dans une déclaration à l'AFP le président de la commission des investitures du Mouvement populaire.

"Il reste quelques ajustements à faire en fin de liste, c'est-à-dire dans des postes non éligibles, à la suite des demandes de quelques responsables régionaux", a-t-il ajouté.

"La constitution des listes ne s'improvise pas en un week-end", "cela fait six mois que l'on y travaille avec nos partenaires" au sein du comité de la majorité qui regroupe le Nouveau centre, la Gauche moderne, les Progressistes, le Parti radical, le Parti Chrétien démocrate, le MPF de Philippe de Villiers et CNPT.

Interrogé sur le mécontentement suscité chez certains par la place faite aux alliés électoraux de l'UMP, il a répondu : "comment voulez vous qu'il n'y ait pas de mécontentement quand il faut faire en sorte que le parti majoritaire puisse céder des places à ses partenaires ?".

"C'est le prix à payer pour l'union dès le premier tour, voulue par Nicolas Sarkozy, pour créer une dynamique pour le second tour".

"Au second tour, nos listes seront les mêmes qu'au premier. La gauche, elle, part en ordre dispersé. Elle pourra toujours faire l'unité le mardi ou le mercredi (entre les deux tours) sur les places. Mais dans une élection, il faut aussi un programme!", a soutenu le sénateur-maire de Marseille.

L'UMP a entériné samedi à une petite majorité, ses listes régionales en métropole (Corse exceptée), lors d'un conseil national. Seulement 60% des quelque 700 conseillers nationaux présents les ont validées. Un score médiocre qui reflète selon plusieurs sources UMP, le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés du parti majoritaire.

rhl/mad/phb

AFP

4 PN91 FRS 0396 020210-12h03

Régionales-partis-UMP-listes

Régionales: très grandes difficultés à l'UMP pour finaliser les listes

PARIS, 2 fév 2010 (AFP) - L'UMP a les plus grandes difficultés pour finaliser ses listes de candidats pour les régionales des 14 et 21 mars, a-t-on appris mardi auprès de plusieurs sources au sein du mouvement populaire.

"On n'a jamais vu ça", a ainsi déclaré à l'AFP un spécialiste des questions électorales de l'UMP. "Il y a des casus belli dans de nombreuses régions", a ajouté un autre membre de l'UMP.

De fait, les listes devaient être établies vendredi dernier, puis rendues publiques samedi à l'issue d'un conseil national. La tête de liste en Ile-de-France Valérie Pécresse avait même décidé d'inviter tous ses colistiers à un déjeuner samedi 30 janvier. Ce déjeuner a été reporté au 7 février.

Mais mardi les compositions des listes n'étaient toujours pas connues.

"Et on ne sait toujours pas quand elles le seront", a-t-on ajouté à l'UMP, en n'excluant pas que les négociations se poursuivent jusqu'au dernier moment, entre les 8 et les 15 février, dates de dépôt des listes.

"Le mouvement considère que l'on a laissé trop de place pour les alliés de l'UMP, qui en réalité ne représentent pas grand chose", a-t-on expliqué. Le président du parti Chasse, Pêche, Nature et Traditions (CPNT) Frédéric Nihous figure par exemple à la troisième place de la liste de la majorité présidentielle des Pyrénées-Atlantiques, en position éligible.

Par ailleurs, il n'y a pas eu assez de concertation entre les têtes de listes et les parlementaires. Autre reproche, de nombreux membres de cabinets ministériels figurent en bonne position. En revanche, il n'y a pas assez de gens du terrain, ce qui "provoque une bronca", a-t-on dit.

"Les militants UMP, canal historique RPR, sont très mécontents", a résumé un autre élu UMP.

Les difficultés sont partout, a-t-on précisé : en Ile-de-France, en Rhône-Alpes, en Midi-Pyrénées, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, en Poitou-Charentes...

"Normalement, les têtes de liste désignées peuvent avoir certaines idées pour choisir leurs coéquipiers, qu'elles soumettent aux instances du parti", a-t-on expliqué. "Mais cette année, elles ont pris trop de liberté. La tête de liste en Midi-Pyrénées Brigitte Barèges a ainsi publié sa liste dans la presse avant d'en parler au parti. Et elle est capable de déposer sa liste dès lundi sans avoir l'accord des instances régionales de l'UMP", a-t-on poursuivi.

La situation est telle que des arbitrages finaux devraient avoir lieu à l'Elysée, a confié un autre membre de l'UMP.

jlp/sm/jpa

AFP

4 HF61 FRS 0804 300110-18h53

Régionales-partis-UMP,LEAD

Nord: un député UMP quitte la campagne des régionales sur un coup de gueule
ATTENTION - Ajoute réaction de M. Daubresse ///

LILLE, 30 jan 2010 (AFP) - Le député-maire UMP de Phalempin (Nord) Thierry Lazaro a vertement critiqué samedi la campagne du parti majoritaire pour l'élection régionale dans le Nord/Pas-de-Calais, épingleant la politique d'ouverture et annonçant son retrait, dans une lettre adressée à la presse.

"Je ne suis plus aujourd'hui en adéquation avec un mouvement qui contrairement au propos du président de la République préfère la +copinocratie+ à la +méritocratie+", écrit M. Lazaro. **"Je n'ai jamais vu une campagne interne aussi foireuse. J'ai fermé ma gueule jusqu'à présent, mais il ne faut pas m'en demander de trop",** a-t-il déclaré à l'AFP.

M. Lazaro devait figurer en deuxième position sur la liste "Majorité présidentielle" conduite par la secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Valérie Létard (Nouveau Centre). Mais il a préféré se retirer cette semaine au profit de jeunes militants UMP de la région.

Selon lui, la liste présentée samedi par Mme Létard ne tenait pas suffisamment compte de ses demandes. Evoquant une politique d'ouverture "déraisonnable", il dénonce le fait que seulement 12 candidats UMP figurent parmi les 20 premiers dans le Nord.

M. Lazaro souhaite par ailleurs la tenue d'un comité fédéral de l'UMP, dans lequel il compte "demander la confiance". "Si je n'ai pas la confiance de mes pairs, je me +casse+. Je deviendrai un gaulliste indépendant et je ne serai pas le seul", a-t-il averti.

Contactée par l'AFP, Mme Létard a rappelé "la volonté de la majorité présidentielle dans toutes les régions de jouer le rassemblement dès le premier tour et l'ouverture".

"On a six courants politiques différents (UMP, Non inscrits, les Radicaux, la Gauche moderne, CPNT et le Nouveau centre). Il faut bien avoir une répartition qui tienne compte et qui intègre ce signal d'ouverture", a-t-elle dit.

Dans une déclaration à l'AFP, Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP et député du Nord, s'est dit "surpris" de ce coup de gueule de M. Lazaro, alors que "90% de ses demandes ont été respectées".

M. Daubresse a dit ne pas comprendre le terme de "+copinocratie+", qui peut selon lui "être lancé en boomerang" à Thierry Lazaro. "On ne fait pas une liste pour favoriser tel ou tel, on fait une liste dans l'intérêt général", a-t-il ajouté, affirmant que 14 candidats UMP figurent parmi les 20 premiers de la liste, et non 12.

aro-spe/DS
AFP

4 OG39 FRS 0074 020210-04h16
Revue-presse,FLT23

PARIS, 2 fév 2010 (AFP) -

L'Est-Eclair (Patrick Planchenault)

"À chacun son boulet. La relaxe de Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream et la logorrhée incontinentale du peu " catholique " Georges Frêche ont suffi, ce week-end, à plomber les meetings de lancement de la campagne des régionales des deux grands partis français. Même si dans ces destins croisés et ô combien tourmentés, le PS donne enfin l'impression de refaire surface, alors que dans les rangs de l'UMP, la désignation des têtes de listes, approuvée par seulement 60% des militants a donné lieu à de véritables psychodrames. (...) **La faute à qui ? la faute la quoi ? À l'ouverture, sûrement et à tout va de ces listes, voulue par Nicolas Sarkozy, qui prive nombre d'élus UMP de positions éligibles.** Mais également aux polémiques à répétition des derniers jours. De la double casquette de Proglio à la relaxe de Villepin puis l'appel du parquet dans la désastreuse affaire Clearstream, l'UMP en arrive à ne plus savoir où elle habite. Lassée par les oukases de l'Élysée, une angoisse étreint ses militants. Comme si la guerre des droites reprenait."

suivra
AFP

4 KE88 FRS 0066 010210-04h16
Revue-presse,FLT4

PARIS, 1 fév 2010 (AFP) -

La Presse de la Manche (Jean Levallois)

"Cela tient de l'impossible. Pour réussir la recette des listes de candidats aux régionales, côté UMP, il fallait faire entrer un troupeau d'hippopotames, doublé d'une cohorte équivalente de gazelles, sans trop oublier quelques jeunes étalons piaffant d'impatience, accompagnés de jeunes panthères désireuses de se faire les griffes. Le tout, en additionnant des éléments parlant des langages quelque peu différents, et des spécimens que l'on veut croire uniques pour pimenter l'ensemble. (...) Pas étonnant, dans ces conditions, que le Conseil national de l'UMP, chargé de valider la composition des listes pour les régionales de mars prochain, se soit prononcé seulement à 60 % en leur faveur. (...) Dans les autres formations, la situation est, pour le moment, plus simple. La multiplicité des listes, à gauche, permet de satisfaire un plus grand nombre de vocations et limite les mécontentements. Encore que, bien entendu, les bonnes places du système proportionnel soient forcément plus rares que les candidats pour les occuper."

suivra

AFP

4 KE86 FRS 0064 010210-04h16

Revue-presse,FLT2

PARIS, 1 fév 2010 (AFP) -

La République des Pyrénées (Jean-Michel Helvig)

"la droite, si elle veut l'emporter au second tour doit franchir un seuil élevé au premier tour, creusant le trou avec ses poursuivants, afin de créer une dynamique de victoire au second tour. Ce " seuil " a été supérieur à 30% à la présidentielle de 2007, il doit avoisiner les 40% pour les autres élections. Et même si la gauche totalise plus de 50% sur le papier, le " coup " est jouable car il est loin le temps où toutes les voix de gauche respectaient la " discipline républicaine " le petit doigt sur la couture du pantalon . Il existe de plus en plus , à la gauche de la gauche une fraction notable d'électeur pour préférer le pire au PS, chez les écologistes une part d'"apolitiques" qui sont rétifs au report à gauche. **Pour l'UMP le premier tour est donc le tour décisif. Au vu des premiers sondages, ce pari est très loin d'être gagné. D'où peut-être un surcroît d'énervement si, en plus, les places éligibles deviennent ainsi très chères sur les listes des régionales.**"

suivra

AFP

4 JG10 FRS 0614 310110-18h03

Régionales-partis-UMP

Languedoc-Roussillon: la liste UMP aux régionales renouvelée à 90%

BEZIERS, 31 jan 2010 (AFP) - Le chef de file UMP aux régionales en Languedoc-Roussillon Raymond Couderc a présenté dimanche à Béziers une liste presque entièrement renouvelée par rapport au dernier scrutin de 2004 et rajeunie.

Sur les 16 conseillers régionaux sortants, seuls deux ont été reconduits.

"Nous affichons le plus fort taux de renouvellement des listes régionales UMP, avec 90%", a déclaré à l'AFP le porte-parole de M. Couderc, Stephan Rossignol, affirmant que les "trois mots-clés" pour la constitution de cette liste ont été "rajeunissement, ouverture et renouvellement".

M. Couderc, sénateur-maire de Béziers, a souligné que "déjà en 2008", sa liste aux municipales avait été renouvelée des "deux tiers". "Aujourd'hui au niveau régional, notre plus jeune candidate a 23 ans. Il s'agit de Marine Michet dans l'Hérault".

"J'assume mon courage politique. Cela peut déplaire mais je me vois comme un passeur de témoin, je transmets le pouvoir à une nouvelle génération, j'assume complètement", a-t-il ajouté

cor-oaa/phb

AFP



Edition de liberation.fr

Vendredi 29 Janvier 2010

Libération.fr - Actualités

Hervé Morin : «A une élection présidentielle, chaque parti a son leader»

Exister aux régionales face à l'UMP, exister en 2012 (face à Sarkozy ?). Ou comment trouver sa place à droite lorsqu'on est le leader du Nouveau centre...

Depuis son ralliement à Nicolas Sarkozy, entre les deux tours de la présidentielle, le Nouveau Centre tente de trouver un espace au sein de la droite. Son président, Hervé Morin, également ministre de la Défense, sait qu'il devra entrer en lice en 2012, histoire de prouver que « **l'UDF d'aujourd'hui** », slogan du Nouveau Centre, existe réellement.

Le Nouveau Centre a-t-il été bien traité par l'UMP lors des négociations pour l'élaboration des listes pour les prochaines régionales?

Comme dans toute négociation, la dernière ligne droite est toujours difficile. Il faut concilier le pluralisme de la majorité qui est pour moi un impératif politique, les équilibres internes de l'UMP et du Nouveau Centre et les problématiques locales. Mon objectif est d'avoir autant de conseillers régionaux que l'UDF que nous sommes en train de reconstruire.

Le Nouveau Centre ne risque-t-il pas de subir les effets du mauvais contexte national et des critiques qui s'abattent sur la majorité?

La crise économique nous a

conduits à faire le choix dès le premier tour d'une liste d'union avec l'UMP. Dans ce contexte difficile, les Français n'auraient pas compris qu'il en soit autrement. Pour le Nouveau Centre, ces régionales marquent aussi la dernière étape de la reconstruction du parti avec la densification de son maillage territorial. La prochaine étape consistera à déployer notre projet politique. Les Français demandent plus de pluralisme dans la vie politique française y compris au sein de la droite qui ne s'est jamais résumée à un seul parti. Le centre droit a toujours défendu dans la vie politique française un idéal européen, un humanisme moderne et une société progressiste. Nous sommes attachés à la défense des libertés acquises comme à la conquête de libertés nouvelles. C'est ce projet que nous voulons incarner moment des échéances de 2012.

Avec un candidat étiqueté Nouveau Centre à la présidentielle?

A une élection présidentielle, chaque parti a son leader. Un parti politique, fort de ses valeurs, doit participer à un tel scrutin.

Mais la volonté d'hégémonie de l'UMP ne met-elle pas à mal cette pluralité que vous revendiquez?

Prenez toutes les élections depuis 1965, il n'y a jamais eu un seul et unique candidat à droite. C'est

d'autant plus légitime aujourd'hui que le Nouveau Centre porte son propre projet. Quand la droite gagne l'élection présidentielle, c'est parce qu'elle est diverse au premier tour.

Le chef de l'Etat n'a-t-il pas commis un faux pas avec l'affaire Proglia?

Personne ne conteste que Henri Proglia a accompli un travail formidable à la tête de Véolia qu'il a redressée puis développée. Et personne ne met en doute qu'il est l'homme de la situation pour préparer l'avenir de la filière énergétique française.

Mais la double rémunération et la confusion des casquettes entre le privé et le public ne vous choquent pas?

Il y a eu cette polémique, je l'ai suivie comme vous.

Quelle est la situation aujourd'hui?

Henri Proglia percevra une seule rémunération et se consacrera exclusivement à EDF.

Après l'Epad, cette nouvelle affaire ne contribue-t-elle pas à creuser le fossé entre la majorité au pouvoir à laquelle vous appartenez et les Français ?

Les engagements que nous avons pris devant les Français en 2007 sont respectés. Alors que nous traversons la pire crise depuis 1945, que nous nous trouvons à mi-mandat, je constate que le gouvernement met tout en œuvre pour engager les adaptations

structurelles dont notre pays à besoin.

Et si la majorité perd les régionales, quelles conclusions en tirez-vous ?

Je pense que nous pouvons avoir de bonnes surprises.

Quelles critiques portez-vous sur la réforme des collectivités territoriales ?

Cette réforme des collectivités locales, avec le rapprochement des départements et des régions, nous la souhaitons depuis longtemps dans un souci de simplification, d'efficacité et de transparence de l'action publique. Je regrette d'ailleurs qu'elle n'aille pas jusqu'à la fusion des départements et des régions. Je me réjouis d'avoir été entendu sur les réserves que j'avais formulées sur le mode de scrutin des futurs conseillers territoriaux puisqu'il a été décidé de remettre le métier

sur l'ouvrage. Il est impératif que ce mode de scrutin garantisse le pluralisme et la démocratie locale. C'est à cette condition que les parlementaires du Nouveau Centre voteront cette réforme.

Le Nouveau Centre est-il partisan d'une loi interdisant la burqa ?

Nul ne peut nier que le port de la burqa est insupportable car une personne, c'est d'abord un visage. Mais sur quels principes fonder une telle loi? Au nom de la laïcité? Certainement pas. La laïcité à la française défend la liberté de conscience religieuse. Au nom de la dignité de la femme? Attention, je dis qu'il y a danger quand on considère qu'une loi peut porter sur la dignité de la personne qui reste une notion très relative. Dans ce cas, pourquoi ne pas légiférer contre la prostitution qui est ni

plus ni moins une forme d'esclavagisme moderne?

Seules des exigences de sécurité pourraient justifier une loi. Peut-on aller chercher son enfant à l'école sans pouvoir être identifié ? Clairement non ! Une circulaire du ministère de l'éducation nationale suffirait. Pour toutes ces raisons, je m'oppose à une loi générale et absolue qui ne concernerait en réalité que 2 000 personnes. Elle serait de toute façon impossible à mettre en œuvre: comment l'appliquer avec la même vigueur pour « **le petit peuple** » des banlieues que pour les touristes étrangères qui sortent des magasins de luxe sur les Champs Elysées !

Libération.fr

Samedi 30 Janvier 2010

« L'exception des trains qui arrivent à l'heure »

Hervé Morin Le président du Nouveau Centre estime que telle est la règle en région PACA

Le ministre de la Défense Hervé Morin, président du Nouveau Centre, participe ce dimanche à Nice aux vœux du député Rudy Salles, responsable du mouvement dans les Alpes-Maritimes (1). Il a répondu à nos questions.

Le procureur a fait appel de la décision du tribunal relaxant Dominique de Villepin. Ne fallait-il pas tourner la page ?

Le parquet avait requis la culpabilité de Dominique de Villepin. Il estime, compte tenu des appels des autres condamnés, qu'il faut une appréciation globale de cette affaire en appel. Il est dans son droit et dans une démarche cohérente.

Pourquoi pensez-vous qu'une loi générale sur la burqa serait inapplicable ?

La burqa est totalement insupportable pour chacun d'entre nous mais elle ne concerne que 2 000 personnes en France, c'est très peu. Le seul argument qui me semble pertinent est celui de la sécurité. Mais une interdiction générale dans la rue remettrait en

cause les libertés individuelles. Appliquerait-on avec autant de force cette loi aux petits peuples des banlieues qu'aux femmes étrangères qui vont dans les magasins de luxe sur les Champs-Élysées ou sur la Croisette ? Il faut éviter d'alimenter un certain nombre de réflexes que pourraient avoir nos concitoyens.

Nicolas Sarkozy veut s'attaquer aux déficits publics. Est-ce une priorité ?

Contrairement à d'autres périodes de notre histoire, il n'y aura pas d'inflation ou de dévaluation possible : cette dette-là nous devons la payer. Compte tenu du niveau de nos impôts, les plus élevés d'Europe, cela passe nécessairement par des économies des dépenses de fonctionnement de l'État. J'ai montré au ministère de la Défense que c'est possible, grâce à une réforme en profondeur. Nous allons réaliser 1,5 milliard d'économies !

La majorité veut redonner un caractère local à la campagne des régionales. Une bonne chose ?

Les régionales ne sont pas une élection nationale divisée en 22. C'est l'appréciation dans chaque région du bilan d'un président de

la région et un projet. Pour les régions socialistes, le bilan se résume à la hausse faramineuse des prélèvements obligatoires, 110 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et donc à la baisse du pouvoir d'achat. On dit que la presse ne parle que des trains qui n'arrivent pas à l'heure. Par exemple en Paca, l'exception ce sont les trains régionaux qui arrivent à l'heure !

Aspirez-vous à faire autre chose au sein du gouvernement ?

Je suis très heureux au ministère de la Défense. C'est une communauté formidable qui aime la France et qui a un vrai souci de remplir sa mission.

1. À 15h 15 à Acropolis.



Hervé Morin sera à Nice demain. (Photo Louis Vignaroli)

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉRIC NERI**

Lundi 1er Février 2010

France**Haute-Normandie : Le Maire et Morin affichent leur unité****BRUNO LE MAIRE****Anne Rovan envoyée spéciale à
Rouen envoyée spéciale à
Rouen**

AMBIANCE euphorique et grivoise, samedi soir, à Rouen, lors du coup d'envoi de la campagne de la majorité en région Haute-Normandie. À la halle aux Toiles, devant 1 500 militants, les ministres Bruno Le Maire et Hervé Morin, respectivement tête de liste régionale et numéro trois dans le département de l'Eure, ont voulu afficher l'unité. « *Il nous a fallu quinze minutes, douche comprise* » pour établir les listes, s'est amusé le président du Nouveau centre (NC) Hervé Morin, déclenchant les fous rires dans la salle. « *En fait, il ne nous a fallu que dix minutes, douche comprise* », a rectifié ensuite, dans un sourire, l'ex-député UMP de l'Eure, Bruno Le Maire.

Dans cette région de Haute-Normandie, aux mains du PS depuis douze ans, mais où le NC bénéficie d'une bonne implantation en Seine-Maritime, Le Maire a voulu le « *rassemblement* ». Sur les listes de l'Eure et de Seine-Maritime, dévoilées samedi, un tiers des places ont été attribuées à des candidats NC. En outre, la tête de liste de Seine-Maritime a été confiée à la sénatrice NC Catherine Morin-Desailly. « *Cette unité* », a martelé Le Maire, *c'est notre meilleur atout dans la campagne.* »

Encombrant portefeuille

Il sait pourtant que la partie sera difficile. Et, pas seulement parce que sa casquette de ministre de l'Agriculture pourrait être un handicap dans une région rurale, fortement touchée par la crise agricole. Samedi soir, Le Maire a été peu disert sur son encombrant

portefeuille ministériel, préférant parler d'une région dans laquelle le PS « *a tout gagné* » et « *tout pris* » depuis douze ans, des conseils généraux de l'Eure et de la Seine-Maritime, aux villes de Rouen, d'Évreux et de Vernon, jusqu'aux grandes agglomérations.

Aux « *sceptiques* » et aux « *Cassandra* » qui jugent les élections perdues d'avance, le ministre a opposé la méthode Coué. « *La victoire est possible* », a assuré Le Maire, parce qu'« *en République, il n'y a pas de fief* ». Appelant à une « *campagne projet contre projet* », il a décliné le sien : fusion de la Haute et de la Basse-Normandie que la naissance du Grand Paris rend désormais indispensable, lutte contre le chômage des jeunes et contre leur départ massif, respect de l'environnement, soutien aux PME, etc. Également présent au meeting, le maire UMP du Havre, Antoine Rufenacht, l'a salué. « *Ce n'est pas facile pour un ministre d'être candidat* », a-t-il dit. *D'ailleurs, beaucoup de tes collègues ont décliné.* »

De son côté, Morin a ironisé sur la gestion du président de région sortant, le socialiste Alain Le Vern. « *La Haute-Normandie est la région la moins endettée de France. Pas parce qu'il n'y a rien à faire, mais parce qu'il n'y a pas de projet.* » Puis, il a ajouté : « *C'est extraordinaire, Alain Le Vern est un socialiste qui se comporte en notaire.* » La campagne est lancée.

« Depuis douze ans, le PS a tout gagné, il a tout pris (...). Depuis douze ans, la Haute-Normandie est son fief. Je suis venu vous dire qu'en République, il n'y a pas de fief »

Edition de La Croix

Lundi 1er Février 2010

France

Papier

En difficulté dans les sondages, l'UMP affiche son unité

Sur fond de malaise lié au procès Clearstream, le parti majoritaire a réuni son conseil national, samedi, à Paris, pour entériner ses listes régionales et lancer la campagne

L'image en dit long. Entouré d'une nuée de journalistes l'interrogeant sur la relaxe, jeudi dernier, de Dominique de Villepin à l'issue du procès Clear stream, l'appel, le lendemain, du procureur Marin, et les vellétés de candidature de son ancien mentor à l'élection présidentielle de 2012, le ministre de l'agriculture Bruno Le Maire (NDLR : ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin à Matignon) répète les mêmes formules, en boucle : « à quelques jours du scrutin, il faut se rassembler et se concentrer sur les difficultés des Français. Si Nicolas Sarkozy souhaite se représenter en 2012, il faudra l'unité de la famille politique derrière lui. » De l'autre côté de l'épaisse tenture rouge, qui scinde la

salle de l'Équinoxe en deux, les responsables de la majorité ont beau se succéder à la tribune pour dénoncer « le spectacle lamentable donné par la gauche », personne n'est dupe. Le procès Clearstream et le duel fratricide auquel se livrent l'ancien premier ministre de Jacques Chirac et l'actuel chef de l'État était dans tous les esprits samedi, au conseil national de l'UMP, réuni pour lancer la campagne des élections régionales. « Quand il y a division, notre électorat se pose des questions et ne va pas voter », s'est inquiété le secrétaire général du parti, Xavier Bertrand, qui aurait aimé « tourner la page ».

Les deux seuls élus villepinistes présents à cette réunion de famille, les députés Hervé Mariton et Georges Tron, tentaient de leur côté d'éviter de mettre de l'huile sur le feu : « L'intérêt de tout le monde est de distinguer le judiciaire du politique, a prudemment lancé le premier. Le conseil que je donne à tout le monde, c'est de passer à autre chose. »

Indépendamment de l'émotion suscitée à droite par les rebondissements de l'affaire Clearstream, les motifs de malaise ne manquaient pas, samedi : d'abord les sondages, mauvais pour la majorité (les sondages la donnent au coude à coude avec le PS en termes d'intentions de vote, mais sans grande réserve de vote pour le deuxième tour) ; ensuite les listes, bouclées au forceps rue La Boétie (siège de l'UMP à Paris) et validées samedi par 60 % seulement des 700 délégués nationaux présents.

Un vote tiède qui en dit long sur le mécontentement de certains cadres du parti contraints de composer avec les alliés de l'UMP (le MPF de Philippe de Villiers, la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel, le Nouveau Centre d'Hervé Morin, etc.)

et d'accepter le renouvellement des listes. « Nous avons fait de la place aux jeunes et à la diversité, et fait une vraie place à nos alliés, se défend le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre. Ce qui explique la déception chez nos cadres. On va voir si ça paye... »

Les ténors de la majorité ont tenté de remobiliser les troupes, malgré tout : « Martine Aubry prétend que le Parti socialiste devrait gagner toutes les régions, a indiqué le premier ministre François Fillon, qui clôturait le conseil national. Moi, je ne prétends rien, mais je sais une chose : ce ne sont pas les sondages qui font une élection, ce sont les citoyens ! » En privé, Xavier Bertrand, incontestablement sous pression, tente, lui aussi, de se rassurer : « à la veille des élections européennes, on nous disait la même chose : "comment pouvez-vous gagner avec la crise que le pays traverse ?" Eh bien, l'UMP est arrivée en tête. »

SOLENN DE ROYER



Samedi 30 Janvier
2010 - 15:21

actu-match politique

**Nouveau
Centre-UMP:
Union au 1er
tour**

Le président du Nouveau Centre et ministre de la Défense Hervé Morin annonce samedi dans un communiqué que son parti et l'UMP "sont sur la voie d'un large accord sur des listes d'union de la majorité présidentielle aux élections régionales même si des discussions doivent encore se poursuivre sur les fins de liste". Oubliant de citer le Modem, il affirme: "C'est la première fois que la droite et le centre parviennent à se rassembler dès le premier tour à des élections régionales quand la gauche et le PS offrent le spectacle de leurs divisions."

LA MONTAGNE

Edition de Montluçon

Jeudi 28 Janvier 2010

Montluçon
MONTLUÇON

**Hervé Morin
visite la Sagem
et rencontre des
éleveurs**

Ministre de la Défense, Hervé Morin visite ce matin, à Montluçon le chantier Coriolis de Sagem.

Président du Nouveau Centre il rencontre des agriculteurs cet après-midi dans une exploitation de Saint-Victor avant d'animer, à 19 heures, un meeting à Chamalières.

Question : Vous lancez le Nouveau centre dans l'Allier ?

Oui. Dans l'Allier nous avons tout à reconstruire. **J'ai confiance qu'avec des hommes comme Michel Adrien** nous retrouverons progressivement la place qui doit être la nôtre dans un département comme celui-ci.

Question : Vous avez du mal avec l'UMP, comme au plan national ?

Non ce n'est pas cela, mais nous repartons de pas grand-chose. L'UDF de François Bayrou avait totalement disparu de l'Allier. Nous essayons de reconstruire la maison.

Question : Sur quoi pouvez-vous conforter votre visibilité ?

Nous sommes dans la majorité. C'est notre choix politique. En

même temps nous voulons exprimer un humanisme moderne, défendre la construction d'une Europe politique qui ne soit pas seulement celle du libre échange. Nous portons l'idée d'une société apaisée. D'où notre expression différente avec des nuances sur la burqa et l'identité nationale. Rassembler les Français au lieu de les opposer comme on le fait depuis des dizaines d'années, les agriculteurs aux écologistes, les policiers aux magistrats. Nous voulons porter l'idée d'une modernité comme Valéry Giscard d'Estaing en son temps (vote à 18 ans, remboursement de la contraception, droits de l'opposition).

Question : Vous êtes opposé au mode de scrutin proposé dans la réforme des collectivités territoriales

Le président de la République et le Premier ministre sont ouverts à la discussion. Nous allons y travailler avec la majorité. Nous voulons un mode de scrutin qui allie la proportionnelle, pour représenter les familles politiques car à droite et à gauche la vie politique ne se résume pas à un seul parti et le scrutin majoritaire pour représenter les territoires. L'un et l'autre à partir de deux bulletins de vote différents.

Xavier Panon



Edition de region

Lundi 1er Février 2010

Francis Hillmeyer

Député Nouveau Centre Francis Hillmeyer, seul député Nouveau Centre d'Alsace, négociateur en chef avec l'UMP pour les régionales, menace de faire une liste dissidente.

LE PRÉSIDENT DU NC, HERVÉ MORIN, S'EST POURTANT FÉLICITÉ D'UN « LARGE ACCORD » EN VUE AVEC L'UMP (DNA d'hier). Oui, sauf en Alsace où nous n'obtenons pas satisfaction. Nous ne pouvons pas nous contenter des places attribuées (8e et 11e dans le Haut-Rhin, 17e et 19e dans le Bas-Rhin). Compte tenu de la tradition centriste de la région, c'est inadmissible. Notre demande est raisonnable : la 12e place dans le Haut-Rhin pour le maire de Richwiller, Vincent Hagenbach, et une place éligible supplémentaire dans le Bas-Rhin. **SINON ?** On fera une liste d'union centriste, avec des élus UMP mécontents et des candidats Nouveau Centre. Nous ne fermons pas la porte tout de suite. Je prendrai contact avec Philippe Richert aujourd'hui et j'ai un rendez-vous avec Hervé Morin mercredi soir. Si d'ici là les négociations n'ont pas avancé, nous aviserons. Mais aussi bien Morin que moi sommes déterminés. **VOUS ESTIMEZ ÊTRE PLUS MALTRAITÉS QUE GAUCHE MODERNE ?** Tout à fait. Contrairement à ce que j'ai connu en 2004 avec Adrien Zeller, tout s'est traité par

téléphone, je n'ai été invité à aucune réunion. Je rappelle qu'il y avait sept centristes au conseil régional et que NC est la seule composante centriste de la majorité.

Mardi 2 Février 2010

L'UMP sur la grille de départ

La liste des Bouches-du-Rhône pour les régionales a été présentée hier matin au QG de Thierry Mariani

Imposante photo de famille. Sur l'estrade du QG de campagne de Thierry Mariani, boulevard des Dames (2e), la liste UMP des Bouches-du-Rhône attaque les régionales au complet. Pas vraiment de surprises, parmi ces 51 visages, tous élus dans une assemblée locale.

"Une liste cohérente, se répartissant de manière équitable entre Marseille et le reste du département, entre femmes et hommes", résume Jean-Claude Gaudin. Le patron de la fédération départementale, président de la commission nationale d'investiture, respire en famille après le casse-tête hexagonal du week-end qui s'est achevé par un conseil national houleux à Paris. *"On aurait pu avoir des personnalités de la société civile avec nous"*, reprend-il. Mais elles ne connaissent pas bien la vie politique et on a voulu des gens sérieux, sachant ce qu'est le sacrifice personnel. Il s'agit aussi pour nous de préparer les élections territoriales de 2014." Un exercice d'anticipation politique, d'autant que la réforme des collectivités qui instaurerait ces conseillers territoriaux en est au stade du projet. **Un travail de dentelle, aussi, "horrible parce qu'on a partout des amis et des places réduites"**, glisse Thierry

Mariani. Où il a fallu tenir compte des formations satellites de l'UMP et éteindre l'incendie du Nouveau Centre entretenu à Marseille par Robert Assante, absent hier. Pour *"fermer la parenthèse"*, Jean-Claude Gaudin brandit une lettre d'Hervé Morin, leader du parti centriste *"satisfait du large accord"* et rappelle que de deux de ses candidats, la Ciotadine Mireille Benedetti (6e) et l'Aixoise Bruno Genzana (11e) figurent dans les places éligibles, *"même en cas de défaite."* Autre braise à apaiser, celle de quadras qui auraient aimé être mieux placés. *"J'ai dû attendre douze ans avant d'être conseiller général"*, balaie en souriant **Jean-Claude**

Gaudin. Rictus nerveux dans l'assistance. Une fois présenté tout ce joli monde, Thierry Mariani peut réajuster ses lunettes. *"On va enfin pouvoir partir en campagne"*, clame le chef de file régional, toujours prompt à fustiger *"le saupoudrage des subventions à la Région qui se fait à la sulfateuse."* Et qui se dit *"disponible pour un débat avec Michel Vauzelle."* En attendant, l'UMP prépare un programme qu'elle dévoilera le 14 février à Draguignan (Var). Persuadée que c'est dans les dernières semaines que se joue une élection. *"Nous sommes décidés à faire la surprise"*, reprend le député vaclusien.

Montrer qu'aucune élection n'est inscrite à l'avance. Nous comptons sur la dynamique du premier tour. Il n'y aura peut-être pas de liste appelant à voter pour nous au second tour, mais notre réserve de voix, c'est notre conviction." Il a ensuite filé dans des centres sociaux des 4e et 5e arrondissements.

François TONNEAU

Mardi 2 Février 2010

UMP : enfin bouclée la liste sera présentée jeudi matin à Malijai

"C'est bouclé !" , nous a confirmé hier avec soulagement Éliane Barreille, la conseillère régionale UMP sortante, maire de Malijai et chef de file départementale, tandis qu'elle se trouvait en campagne dans le canton de Barrême du côté de Saint-Lions ou peut-être de Saint-Jacques... Thierry Mariani, le député de Vaucluse et tête de liste régionale de l'UMP en Paca, fera d'ailleurs jeudi matin le déplacement à Malijai pour présenter, à 9 h 30, cette liste au côté de Mme Barreille.

CPNT : être ou ne pas être Si l'accouchement a été plus long que prévu mais aussi plus douloureux que l'on croyait, ont reconnu dans la semaine certains militants, c'est qu'il a fallu compter au cours des dernières semaines avec l'accord national entre l'UMP et CPNT de Frédéric Nihous, qui prévoyait dans les Alpes-de-Haute-Provence non seulement un candidat "chasseur" en deuxième position mais qui plus est issu du département voisin des Hautes-Alpes. Non pas que pour l'UMP 04, il y ait le moindre ostracisme à l'égard des Haut-Alpins mais la cartouche était quand même dure à essayer. D'autant que la place était promise de longue date à Jacques Brès, l'adjoint au maire de Manosque, issu du parti

Radical, le PR ami et même intégré à l'UMP.

De même que dans deux autres régions, l'accord avec CPNT a donc fini par voler en éclats en Paca rendant définitivement et fort logiquement à un élu de Manosque qui reste quand même la plus grande ville du département, une place de choix sur la liste.

En troisième position comme nous le laissons entendre la semaine dernière on devrait pourtant trouver l'avocate dignoise Chantal Donneaud qui présente le double avantage d'abord d'être domiciliée dans la ville chef-lieu et ensuite d'être chasseuse et membre de CPNT bien qu'elle n'en portera donc pas les couleurs puisqu'elle n'aura pas l'investiture officielle. Autrement dit CPNT y sera sans y être — même pas en tenue de camouflage puisque tout est clairement dit — et tout le monde devrait content en espérant à la fin être gagnant.

Bruno Vaginay, le maire d'Uvenet-Fours — Pra-Loup déjà candidat sur la liste Barreille, il y a six ans devrait émarger comme prévu en quatrième position.

Quant aux trois derniers candidats deux femmes et un homme pour respecter l'alternance paritaire, il faudra attendre jeudi pour connaître leurs noms.

Il faut bien que Mme Barreille et M. Mariani aient encore quelque chose à dire ce jour-là à la presse et aux militants et sympathisants présents.

Le Nouveau centre oublié Éliane Barreille a seulement consenti à nous confier "qu'il s'agit de candidats nouveaux issus de secteurs géographiques qui permettent une couverture de l'ensemble du département, plutôt jeunes, d'ouverture et présentant une expérience et des compétences différentes.

" En revanche, on sait qu'il n'y

aura pas de représentation du Nouveau Centre, le mouvement d'Hervé Morin, l'autre parti ami et allié de l'UMP, dont la représentante départementale, Joëlle Tébar, espérait qu'on lui réservât la troisième place sur la liste. Y aurait-il eu là une promesse non tenue ?

François de BOUCHONY

**Edition de Le Progrès de
Fécamp, Havre libre, Le
Havre Presse, Pays de
Caux, Dieppe Bray,
Evreux, Louviers,
Bernay, Pont-Audemer,
Elbeuf, Grand Rouen,
Le Havre Région,
Vernon Gisors**

**féminin du parti gaulliste:
«Dix minutes, douche
comprise!»**

**Sébastien Jumel (Front de
gauche) est en meeting ce
soir, 18h30, hall des
expositions, à Evreux.**

Stephane siret

Lundi 1er Février 2010

Normandie

Le Maire lance la bataille

**MEETING. Devant un
millier de militants, le
chef de file UMP-NC
ouvre sa campagne. Et
donne le ton face au PS.**

Douche comprise!

**Contrairement à 2004, année
de division, Bruno Le Maire
et Hervé Morin n'auraient
pas mis longtemps, cette fois-
ci, à trouver un terrain
d'entente. «Comme président
du Nouveau Centre, révèle
Hervé Morin, j'ai reçu de
quatre-vingts à cent coups de
fil par jour pour les élections.
Mais quand il s'est agi de la
Haute-Normandie, il nous a
fallu, avec Bruno, un rendez-
vous de quinze minutes...
douche comprise!». Rire dans
la salle avant que Bruno Le
Maire rectifie le tir: «Dix
minutes, douche comprise!». A
cet instant, un nom
traversa les esprits, celui de
Jacques Chirac. Du temps où
il présidait le RPR, il s'était
vu affublé de cette réputation
de tombeur par le personnel**



**Edition de Alsace ,
Nord**

**Dimanche 31 Janvier
2010**

Région POLITIQUE

Ça se raconte UMP : Quand les parlementaires se rebiffent

En présentant la section haut-rhinoise de la liste « majorité alsacienne » jeudi soir, à Ribeauvillé (L'Alsace vendredi), la députée Arlette Grosskost a admis que l'ordre était susceptible d'être modifié, lors du conseil national de l'UMP hier. Elle ne croyait pas si bien dire. En arrivant pour la réunion publique qui a suivi, le député Jean-Louis Christ a donné le ton « Si le candidat Gauche moderne est 10, je déchire ma carte UMP », a-t-il menacé. Bigre ! Et il n'était pas le seul le député-maire de Saint-Louis Jean Ueberschlag, qui poussait le maire de Sierentz, Jean-Marie Belliard, 67 ans, avait carrément indiqué qu'il ne ferait pas campagne dans sa circonscription si son poulain n'était pas en place « éligible ».

En cause, la 10place de l'adjoint mulhousien — et chercheur — Hakim Mahzoul, qui n'est pas UMP, mais Gauche moderne (GM). Le président de cette formation, le maire de Mulhouse Jean-Marie Bockel, sentant la tension monter, a proposé une rencontre vendredi, dans son bureau. Au nom de « la

nécessité de se mobiliser ».

Exit Guillaume Germain. Un accord est intervenu entre les parlementaires UMP présents et le président de GM. Jean-Marie Bockel a accepté que son représentant ripe en 12place — une place à la bascule si la liste gagne — pour laisser la 10, plus sûre, au vice-président de l'Association des maires, élu UMP dans la circonscription de Saint-Louis qui va « disparaître » dans la foulée du découpage électoral. D'où la nécessité d'une représentation forte à Strasbourg, a argué le député Ueberschlag avec le soutien de ses pairs.

D'aucuns s'attendaient à l'arrivée d'Olivier Becht, maire de Rixheim, dans ce cadre-là. Mais lui non plus n'est pas estampillé UMP... C'est finalement un autre jeune, Guillaume Germain, ancien candidat aux cantonales à Cernay et aux européennes, à qui la 12place avait été promise depuis plusieurs semaines, qui fait les frais de l'opération. Il a préféré se retirer.

Hillmeyer veut aussi la 12place. La messe est-elle dite ? La liste a bien été validée hier matin, à Paris. Par l'UMP s'entend. « Pas par le Nouveau centre », corrige le député du Haut-Rhin Francis Hillmeyer, qui en a appelé à son président national, le ministre Hervé Morin. « On nous appelle des partenaires. Mais nous n'avons jamais été associés à aucune réunion », s'indigne le député-maire de Pfastatt, qui a, certes, de bonnes relations avec Arlette Grosskost, mais s'étonne de ne jamais avoir participé à un comité de la majorité avec Philippe Richert. « En 2004, du temps de l'UDF, nous, avons eu une dizaine de réunions avec Adrien Zeller », rappelle-t-il.

En résumé, Hillmeyer demande, dans le Haut-Rhin, une meilleure place pour

Martine Laemlin-Delmotte, maire de Chalampé, rétrogradée de la 7 à la 11place. Et la 12place pour Vincent Hagenbach, maire de Richwiller et pharmacien à Wittenheim, le fief du PS Antoine Homé. Et de menacer à son tour « Le dépôt des listes est clos le 15 février. Nous pouvons partir sur une liste qu'il nous appartiendra de monter... »

Les Alsaciens mal vus. Il semblerait que le patron de l'UMP, Xavier Bertrand, se plaigne de ses amis alsaciens.

A lire Le Figaro d'hier, « Philippe Richert, n'en fait qu'à sa tête. Les menaces de dissidences deviennent importantes et la probabilité que l'on perde plus que sérieuse », selon un membre de la commission d'investiture. En cause son refus d'intégrer un conseiller de l'Élysée, d'origine alsacienne, Eric Schahl. « L'Alsace a toujours prouvé son indépendance dans la façon de gérer ses affaires et cela ne lui a pas trop mal réussi », rétorque Richert.

Finalement, « les sphères parisiennes » n'ont pas insisté. « Philippe n'est pas impossible », assure le président du conseil régional, André Reichardt, qui a été associé au choix des candidats.

Redécoupage le PS privilégie le Bas-Rhin. Les députés PS ont saisi le Conseil constitutionnel contre la loi sur le découpage électoral, adoptée le 21 janvier. Parmi les départements cités, le Bas-Rhin, mais pas le Haut-Rhin, alors les responsables socialistes étaient montés au créneau contre les changements concernant notamment la circonscription de Mulhouse. « La direction nationale a préféré sélectionner les départements les plus marquants, en terme de

répartition démographique », explique-t-on au PS 68.

Curieusement, le député bas-rhinois Armand Jung avait donné son aval au découpage concernant sa circonscription. Mais ses camarades, en désaccord avec lui, estiment qu'on ne partage pas des cantons en deux.

Bigot en catimini. On se souvient que Jacques Bigot et Antoine Homé, têtes de liste socialistes, avaient été à la rencontre des salariés d'entreprises menacées, dans le Haut-Rhin, dont Trelleborg Cernay. Les conditions de la « visite » ont surpris le directeur général qui précise que les deux élus ont « rencontré les élus d'une organisation syndicale, dans son local, en l'absence de l'application des règles d'identification et de sécurité en vigueur sur le site ».

« Un candidat qui a vocation à présider la Région n'entre pas en catimini dans une entreprise », s'offusque le député-maire de Cernay, Michel Sordi. Jacques Bigot s'étonne à son tour « Je voulais rencontrer les salariés qui ont beaucoup de choses à raconter... »

Y. B.

Samedi 30 Janvier 2010
- 22:03

politique

Régionales: L'UMP valide ses listes dans la douleur

L'UMP s'est employée samedi à afficher son «unité» lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées - à l'image de ce qui se passe en Ile-de-France, et a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream. Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60% des quelque 700 délégués présents salle Equinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

«60%, c'est une large majorité»
«En démocratie, 60% c'est une large majorité», s'est

défendu le patron du parti Xavier Bertrand qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailer pour boucler les listes avec les partenaires: Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un «large accord» en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical, Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses «10 places éligibles».
François Fillon a coupé court à la grogne: «maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises!». Un seul mot d'ordre: U-ni-té
En marge de cette réunion restreinte au parti majoritaire, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de «distinguer le politique du judiciaire» dans la dernière ligne droite avant les scrutins des 14 et 21 mars. Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel, Frédéric Lefebvre, avait donné le ton: «nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture», «ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division». **«Notre électorat se pose des questions»** Même mot d'ordre d'«unité», de

«rassemblement» et de «mobilisation» de la part de Xavier Bertrand: «Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions» et «ne va pas voter», a-t-il averti. Questionnée sur le duel fratricide entre le dernier Premier ministre de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, la ministre Valérie Pécresse, chef de file régionale en Ile-de-France, veut croire que «les électeurs ne se tromperont pas d'élections». Les deux seuls villepinistes présents à la réunion, les députés Hervé Mariton et Georges Tron ont focalisé l'attention. «Le conseil que je donne à tout le monde, c'est de passer à autre chose», «il est aussi de ma responsabilité de ne pas propager le feu», a dit le premier. «On avait l'occasion de montrer qu'on entrait dans une phase nouvelle pour les deux années qui viennent, beaucoup plus intelligente, ce n'est pas le cas», a déploré le second. **«Il aurait été bon de tourner la page»** Seul proche de Dominique de Villepin au gouvernement, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souligné que la relaxe de son ancien patron à Maignon, prononcée jeudi, avait été «une bonne nouvelle pour un ami». «Il aurait été bon de tourner la page», a-t-il estimé. Pour autant, il n'a pas manqué de répéter sa «totale loyauté» à l'égard de Nicolas Sarkozy et son

«engagement de tous les instants» sous son «autorité», allant jusqu'à prôner «l'unité de notre famille politique» sur son nom s'il se représentait en 2012. «Nous sommes en 2010» et «chaque candidat» «a tout intérêt à se concentrer» sur la campagne régionale, a ajouté le chef de file de la majorité en Haute-Normandie.

par 20minutes.fr le
30/01/2010 à 22h03



Edition de liberation.fr

Samedi 30 Janvier
2010

Libération.fr -
Actualités

L'UMP tente d'afficher son unité

Le conseil national du parti a adopté, à une petite majorité, ses listes régionales, sur fond de rebondissements de l'affaire Clearstream.

L'UMP s'est employée samedi à afficher son « **unité** » lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées, et a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream.

Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60% des quelque 700 délégués présents salle Equinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

« **En démocratie, 60% c'est une large majorité** », s'est défendu le patron du parti Xavier Bertrand qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailler pour boucler les listes avec les partenaires: Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est

félicité d'un « **large accord** » en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical, Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses « 10 places éligibles ».

François Fillon a coupé court à la grogne: « **maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises!** ».

En marge de cette réunion restreinte au parti majoritaire, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de « **distinguer le politique du judiciaire** » dans la dernière ligne droite avant les scrutins des 14 et 21 mars.

Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre avait donné le ton: « **nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture** », « **ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division** ».

Même mot d'ordre d'« **unité** », de « **rassemblement** » et de « **mobilitation** » de la part de Xavier Bertrand: « **Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions** » et « **ne va pas voter** », a-t-il averti.

Questionnée sur le duel fratricide entre Villepin et Nicolas Sarkozy, la ministre Valérie Pécresse, chef de file régionale en Ile-de-France, veut croire que « **les électeurs ne se tromperont pas d'élections** ».

Les deux seuls villepinistes présents à la réunion, les députés Hervé Mariton et Georges Tron ont focalisé l'attention.

« **Le conseil que je donne à tout le monde, c'est de passer à autre chose** », « **il est aussi de ma responsabilité de ne**

pas propager le feu », a dit le premier.

« **On avait l'occasion de montrer qu'on entrait dans une phase nouvelle pour les deux années qui viennent, beaucoup plus intelligente, ce n'est pas le cas** », a déploré le second.

Seul proche de Dominique de Villepin au gouvernement, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souligné que la relaxe de son ancien patron à Matignon, prononcée jeudi, avait été « **une bonne nouvelle pour un ami** ». « **Il aurait été bon de tourner la page** », a-t-il estimé.

Pour autant, il n'a pas manqué de répéter sa « **totale loyauté** » à l'égard de Nicolas Sarkozy et son « **engagement de tous les instants** » sous son « **autorité** », allant jusqu'à prôner « **l'unité de notre famille politique** » sur son nom s'il se représentait en 2012.

« **Nous sommes en 2010** » et « **chaque candidat** » « **a tout intérêt à se concentrer** » sur la campagne régionale, a ajouté le chef de file de la majorité en Haute-Normandie.

Libération.fr

Edition de politique

Dimanche 31 Janvier
2010

Régionales / L'UMP entérine ses listes

L'unité pour consigne

L'UMP s'est employée hier à afficher son « unité » lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées.

Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement **60 % des quelque 700 délégués présents, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.** « En démocratie, 60% c'est une large majorité », s'est défendu **le patron du parti Xavier Bertrand qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailer pour boucler les listes avec les partenaires : Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un « large accord » en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical, Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate** présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses « 10 places éligibles ». « Tout le monde devra se plier aux décisions prises ! » François Fillon a coupé court à la grogne : « maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises ! ». En marge de cette réunion restreinte au parti

majoritaire, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de « distinguer le politique du judiciaire » dans la dernière ligne droite avant les scrutins des 14 et 21 mars.

Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre avait donné le ton : « nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture », « ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division ». Même mot d'ordre d'« unité », de « rassemblement » et de « mobilisation » de la part de Xavier Bertrand : « Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions » et « ne va pas voter », a-t-il averti.

Seul proche de Dominique de Villepin au gouvernement, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souligné que la relaxe de son ancien patron à Maignon avait été « une bonne nouvelle pour un ami ». « Il aurait été bon de tourner la page », a-t-il estimé. Pour autant, il n'a pas manqué de répéter sa « totale loyauté » à l'égard de Nicolas Sarkozy et son « engagement de tous les instants » sous son « autorité », allant jusqu'à prôner « l'unité de notre famille politique » sur son nom s'il se représentait en 2012. « Nous sommes en 2010 » et « chaque candidat » « a tout intérêt à se concentrer » sur la campagne régionale, a ajouté le chef de file de la majorité en Haute-Normandie. La ministre Valérie Pécresse, chef de file régionale en Ile-de-France, veut croire elle aussi que « les électeurs ne se tromperont pas d'élections ».



**Edition de L'Oise, Saint
Quentin, Picardie
Maritime, Haute-
Picardie, Région
d'Amiens et Grand
Amiens**

**Dimanche 31 Janvier
2010**

Unité de façade à l'UMP

Le mécontentement de certains cadres de l'UMP s'est fait sentir hier. Le secrétaire général, Xavier Bertrand, n'a réuni qu'une faible majorité hier pour approuver les listes présentées aux élections régionales.

L'UMP s'est employée hier à afficher son « unité » lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées.

Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60 % des quelque 700 délégués présents salle Equinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

« En démocratie, 60 % c'est une large majorité », s'est défendu le patron du parti Xavier Bertrand qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailler pour boucler les listes avec les partenaires : Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un « large accord » en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical,

Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses « 10 places éligibles ».

François Fillon a coupé court à la grogne : « *Maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises !* »

L'UMP a en tout cas fait profil bas pour le coup d'envoi de sa campagne régionale. Fin novembre, Nicolas Sarkozy s'était impliqué personnellement en appelant les candidats à défendre son action, lors d'un grand raout associant son parti et les alliés de la majorité (Nouveau Centre, Gauche moderne, Progressistes, Mouvement pour la France et CNPT).

François Fillon avait à cette occasion averti que ce n'était « *pas en faisant 22 campagnes régionales, chacun dans son coin* », que la majorité riposterait aux attaques de la gauche « *contre le président et le gouvernement* ».

A moins de deux mois des scrutins des 14 et 21 mars, le chef de l'Etat semble avoir pris du recul. Car la bataille sera rude pour effacer la bérézina de 2004 qui n'a laissé que deux régions à la droite.

Un sondage Ifop-Paris Match place la majorité présidentielle à égalité avec le PS (à 27 %) au soir du 1^{er} tour, avec de « *très insuffisantes réserves de voix* » et la capacité du Front national (8,5 %) à se maintenir dans une dizaine de régions au second.

Lire aussi en pages régionales

**Edition de Brive,
Cantal, Creuse, Haute-
Loire, Issoire,
Métropole, Montluçon,
Moulins, Riom, Thiers-
Ambert, Vichy**

Dimanche 31 Janvier
2010

**Sports Cher
CLERMONT-
FERRAND**

L'UMP en quête d'unité

L'UMP s'est employée, hier, à afficher son « unité » lors d'un conseil national qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées. Le parti majoritaire a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream.

Les listes métropolitaines pour les régionales du mois de mars ont été approuvées, hier, à seulement 60 % des quelque 700 délégués de l'UMP réunis à Paris. Ce score médiocre reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement des listes.

« En démocratie, 60 %, c'est une large majorité », s'est défendu le patron du parti, Xavier Bertrand, qui, jusqu'à la dernière minute, a dû ferrailler pour boucler les listes avec les partenaires : Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un « large accord » en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti Radical, Gauche Moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien-démocrate présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses « 10 places éligibles ».

François Fillon a coupé court à la grogne : « Maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises ! ».

En marge de cette réunion restreinte au parti majoritaire, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de « distinguer le politique du judiciaire » dans la dernière ligne droite avant les scrutins des 14 et 21 mars.

Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre avait donné le ton : « Nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture ». « Ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division. »

Même mot d'ordre d'« unité », de « rassemblement » et de « mobilisation » de la part de Xavier Bertrand. « Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions et ne va pas voter », a-t-il averti.

Seul proche de Dominique de Villepin au gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a souligné que la relaxe de son ancien patron à Matignon avait été « une bonne nouvelle pour un ami ». « Il aurait été bon de tourner la page », a-t-il estimé.

Dimanche 31 Janvier
2010

L'UMP entérine ses listes dans la douleur

Alors que les remous du procès Clearstream agitent l'UMP, le parti présidentiel a tenté hier de clôturer ses listes régionales dans l'unité.

Peine perdue, seuls 60 % des quelque 700 délégués présents à Paris ayant validé les choix à six semaines de l'élection. Un score jugé malgré tout flatteur par Xavier Bertrand, secrétaire national, qui a appelé à l'unité alors que des sifflets s'élevaient. **Parmi les mécontents, des membres des formations qui composent l'UMP (Nouveau centre, radicaux, Chrétiens démocrates, progressistes, Gauche moderne, MPF et CNPT) se sont estimés "lésés".**

Dans les Bouches-du-Rhône, le Nouveau centre Robert Assante menace le parti majoritaire de primaires aux cantonales 2011 et législatives 2012. Son leader Hervé Morin s'est toutefois félicité d'un *"large accord"*. Si des arbitrages restent à faire dans de nombreux départements, la région Paca semble épargnée. *"Nous avons trouvé un bon équilibre et les tensions ont été gommées"*, note Thierry Mariani, tête de liste régionale. Il devra toutefois se passer du soutien des chasseurs, le CNPT n'ayant pas trouvé d'accord avec l'UMP dans trois régions, dont Paca.

"Le nombre de places

réservées a été diminué, nous laisserons nos électeurs libres", explique Patrick Faure, secrétaire national adjoint qui revendiquait une deuxième place dans les Alpes-de-Haute-Provence. *"Mon expérience m'a appris que 30 % des problèmes se règlent dans les quinze derniers jours"*, reprend Thierry Mariani. Le dépôt officiel des listes aura lieu le 15 février. Elles seront néanmoins présentées cette semaine dans la région. F.T.

Edition de GAP -
BRIANCON

Dimanche 31 Janvier
2010

**Élections
régionales Le parti
tenait un conseil
national hier**

**Quand l'UMP
valide
difficilement ses
listes**

De Xavier Bertrand à François Fillon, les ténors de l'UMP ont bien tenté de plaider pour l'union et d'éteindre dans l'œuf toute critique, l'ambiance n'était pas franchement joyeuse hier lors du conseil national de l'UMP à Paris.

Car non seulement le procès Clearstream continuait de diviser le parti, mais surtout les membres du mouvement populaire ont eu toutes les peines à entériner les listes pour les régionales. Les listes métropolitaines n'ont ainsi été approuvées que par 60 % de quelque 700 délégués présents. Un score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

Avec 60 % des voix

Concrétisation de ce mécontentement, le député-maire UMP de Phalempin (Nord), Thierry Lazaro, a annoncé hier son retrait dans une lettre : "Je ne suis plus aujourd'hui en adéquation avec un mouvement qui contrairement au propos du président de la République

préfère la copinocratie à la méritocratie [...] Je n'ai jamais vu une campagne interne aussi foireuse". M. Lazaro était second sur la liste de la secrétaire d'Etat Valérie Létard (Nouveau Centre). Mais il dénonce une politique d'ouverture "déraisonnable", seulement 12 candidats UMP figurant parmi les 20 premiers dans le Nord. Valérie Létard, elle, s'est justifiée : "On a six courants politiques différents (UMP, Non inscrits, les Radicaux, la Gauche moderne, CPNT et le Nouveau Centre). Il faut bien avoir une répartition qui intègre ce signal d'ouverture".

Il n'empêche, s'il a jugé hier qu'en "démocratie, 60 % c'est une large majorité", le patron de l'UMP Xavier Bertrand a effectivement dû ferrailer jusqu'à la dernière minute pour boucler les listes avec les partenaires, pour qu'au final le Nouveau Centre d'Hervé Morin se félicite d'un "large accord" et que le Parti chrétien démocrate de Christine Boutin soit heureux de ses "10 places éligibles". Quant aux membres de l'UMP ils devront aussi s'en satisfaire. "Maintenant tout le monde devra se plier aux décisions prises !" a tonné hier François Fillon.

REPÈRES

SYLVAIN ROMANAZ

Dimanche 31 Janvier
2010

LA FRANCE

L'UMP affiche son unité

L'UMP s'est employée hier à afficher son « unité » lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales, et a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream.

Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60 % des quelque 700 délégués présents salle Equinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

« **En démocratie, 60 % c'est une large majorité** », s'est défendu le patron du parti **Xavier Bertrand** qui, jusqu'à la dernière minute, a dû **ferrailler pour boucler les listes avec les partenaires : Nouveau Centre, dont le président Hervé Morin s'est félicité d'un « large accord » en vue avec l'UMP, Progressistes, Parti radical, Gauche moderne, CPNT, MPF, Parti chrétien démocrate** présidé par Christine Boutin, satisfaite de ses « 10 places éligibles ». François Fillon a coupé court à la grogne : « maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises ! » En marge de cette réunion, nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du

parquet dans l'affaire Clearstream. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de « distinguer le politique du judiciaire » avant les scrutins des 14 et 21 mars.

« PAS LA DIVISION »

Avant le début des travaux, le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre avait donné le ton : « Nous sommes réunis pour afficher notre unité et notre ouverture », « ce qu'il faut au pays, c'est l'unité et le rassemblement. Pas la division ».

Même mot d'ordre d'unité, de « rassemblement » et de « mobilisation » de la part de Xavier Bertrand : « Quand il y a des divisions, notre électorat se pose des questions » et « ne va pas voter », a-t-il averti.



Paris, hier. **Jean-François Copé et Xavier Bertrand étaient à la réunion de l'UMP.**

Villepin ou pas ?

Les Français sont partagés sur une éventuelle candidature de Dominique de Villepin à l'élection présidentielle de 2012, **51% ne souhaitant pas qu'il soit candidat et 48% souhaitant au contraire qu'il le soit**, selon un sondage Ifop pour La Provence publié hier.

Edition de CHARENTE

Lundi 1er Février 2010

Bussereau dévoile ses listes

RÉGIONALES Hier, près de Poitiers, Dominique Bussereau a donné la composition de ses listes

Charente **Bussereau dévoile ses listes**

L'affaire a été rondement menée, hier matin, à Saint-Benoît, dans la banlieue de Poitiers, cité amie puisque le maire n'est autre que Dominique Clément, l'un des membres d'un déjà vieux trio, les deux autres répondant aux noms de Bussereau et Raffarin. En quelques mots, le secrétaire d'État aux transports a dit la volonté de faire émerger une nouvelle génération politique, de mettre le pied à l'étrier à ceux qui vont devoir assumer la relève. « Gagnants ou pas de ces régionales, vous les reverrez », a-t-il promis. **Avant d'annoncer une campagne très décentralisée avec peu de déplacements de leaders nationaux : Hervé Morin va venir dans les Deux-Sèvres, François Fillon dans la Vienne ou la Charente-Maritime et c'est en « voisin des Pays de la Loire » qu'il se déplacera a dit M. Bussereau,** une nuance qu'on pourra apprécier en fonction du nombre de policiers mobilisés... La tête de liste régionale ne s'est pas appesantie sur les difficultés de composer les listes (« on n'a jamais vu une liste se faire de façon agréable, c'est toujours

forcément injuste », estime-t-il). Et de se rallier à la proposition de son complice Raffarin de modifier les statuts de l'UMP afin qu'à l'avenir, les procédures soient plus décentralisées. Ce qu'en Bussereau dans le texte il convient de traduire par cette saillie : « Ici, on n'est pas plus couillons qu'à Paris. » Deux trois coups de pattes au camp d'en face, une allusion à la nuit des longs couteaux et à la Saint-Barthélemy pour qualifier l'entre-deux tours dans l'équipe Royal - « il va s'agir de virer les ralliés », a-t-il ironisé - avant que le nom de l'ensemble des candidats ne soit égrené... Les candidats de Charente Henri de Richemont ; Véronique Marendat ; Vincent You ; Élise Vouvet ; Xavier Bonnefont ; Emilie Richaud ; Patrice Petit ; Danielle Duclos ; Joël Boniface ; Caroline Fombaron ; Morgan Berger ; Alexandra Paynaud ; Benoit Miege Declercq ; Marie-Claude Cournede.

Lundi 1er Février 2010

FRANCEevenement

Listes des régionales : ça grogne à l'UMP

L'UMP s'est employée samedi à afficher son unité lors d'un conseil national à Paris qui a entériné, à une petite majorité, ses listes régionales laborieusement constituées, et a tenté de minimiser l'impact des derniers rebondissements de l'affaire Clearstream. Les listes métropolitaines ont été approuvées à seulement 60 % des quelque 700 délégués présents salle Équinoxe, près de la porte de Versailles, score médiocre qui reflète le mécontentement de certains cadres contraints de composer avec les alliés de l'UMP et le renouvellement de ses listes.

« En démocratie, 60 % c'est une large majorité », s'est défendu le patron du parti, Xavier Bertrand. Chez les alliés de l'UMP (Progressistes, Parti radical, Gauche moderne, CPNT, MPF), Hervé Morin (Nouveau Centre) s'est félicité d'un « large accord », et au Parti chrétien-démocrate, Christine Boutin est satisfaite de ses « dix places éligibles ». François Fillon, lui, a coupé court à la grogne : « Maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises ! »

En marge de cette réunion restreinte au parti majoritaire,

nombre de ténors ont été assaillis de questions sur la relaxe de Dominique de Villepin, puis l'appel du parquet. Ils les ont éludées ou préféré souligner la nécessité de « distinguer le politique du judiciaire » dans la dernière ligne droite.

Edition de
DEUX_SEVRES

Lundi 1er Février 2010

DEUX SEVRES 1 e
venement

Régionales : l'UMP mise sur la jeunesse

Dominique Bussereau a présenté hier ceux qui veulent changer la région avec lui. Des listes ouvertes et rajeunies qui font des déçus. A Niort, notamment.

Ils sont encore toutes chaudes, plaisante Olivier Chartier. Le jeune patron de l'UMP de la Vienne distribue aux journalistes les quatre listes départementales des candidats aux régionales engagés dans la bataille pour le Poitou-Charentes. Des listes validées la veille, après d'âpres discussions, par le conseil national de l'UMP, et approuvées par seulement 60 % des délégués présents.

En ce dimanche ensoleillé, Dominique Bussereau, postulant officiel à la présidence du conseil régional, a fait venir à Saint-Benoît, dans la banlieue de Poitiers, tous les candidats qui porteront ses couleurs. Le début d'après-midi sera studieux mais pour l'heure, il faut résumer et faire savoir aux électeurs - et donc à la presse - que ces listes portées par « l'UMP et ses partenaires » (Nouveau Centre, le Mouvement pour la France, Chasse-Pêche-Nature et Tradition, et quelques indépendants) sont assumées et

bien en ordre de marche.

Une nouvelle génération

Feignant d'ignorer les fortes tensions que ces listes suscitent au sein de ses propres rangs - l'apparition de candidats MPF en position d'éligibilité fait grincer certaines mâchoires et notamment celles des élus municipaux niortais UMP pour le moins dépités (lire ci-dessous), Dominique Bussereau a **préféré insister sur la jeunesse des candidats et souligner la volonté de renouvellement du personnel politique. L'UMP ne présente en effet que deux conseillers régionaux sortants : Xavier Argenton et Henri de Richemont.** « C'est une nouvelle génération pour Poitou-Charentes », a-t-il annoncé, certifiant que ces régionales étaient l'occasion de leur mettre le pied à l'étrier politique.

Dominique Bussereau a par ailleurs annoncé « une campagne très décentralisée », adaptée à chaque département, mais sans « défilé d'excellence ». **Peu de vedettes à attendre, donc. À part, « peut-être », une visite d'Hervé Morin dans les Deux-Sèvres ou la venue du Premier ministre François Fillon « soit dans la Vienne, soit en Charente-Maritime ».**

Emmanuel Touron

Politicorama

**Les Jeunes
centristes créent
une section
aixoise**

C'est à l'occasion de leurs vœux pour 2010 que les Jeunes centristes (*photo ci-dessous*) ont annoncé, hier soir, la création d'une section pour le pays d'Aix. Le mouvement, émanation du Nouveau centre d'Hervé Morin, a vu le jour en janvier 2008 et revendique 2 000 adhérents au niveau national et 250 en région Paca.

"Il est impératif que notre formation existe et soit présente dans les villes universitaires , souligne Laurent Colombani, le secrétaire général régional. Nous lançons ce soir la première section à l'échelle d'une ville et elle en appelle d'autres. Notre objectif est d'initier et de faire avancer le débat." Pour Aix, Damien Thoret et Jean-Victor Pradon auront donc pour mission de *"décliner de façon très locale les initiatives nationales"* des Jeunes centristes. *"Mais nous gardons une large marge de manœuvre par rapport à nos aînés "*, précise Thomas Elexhauser, président régional et candidat aux régionales sur la liste UMP du Vaucluse.

Hier soir, Bruno Genzana, candidat Nouveau centre sur la liste UMP des régionales dans les Bouches-du-Rhône, est venu encourager cette relève *"qui ne cherche pas à mimer*

ses aînés et qui est animée de véritables valeurs de centre-droit" . Yannick Decara, responsable aixois du Parti radical valoisien, benjamin du conseil municipal aixois, participait lui aussi au baptême. Quitte à prendre comme un petit coup de vieux...
N.R.